

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 14–17 novembre 2011

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2011/9-B/2

24 octobre 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT – PROGRAMME DE PAYS MADAGASCAR 103400

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires	30 295 784	17 645 439	47 941 223
Coût total pour le PAM	63 839 890	33 759 073	97 598 963

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

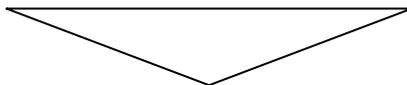
Directeur régional, ODJ*: M. M. Darboe tél.: 066513-2201

Attachée de liaison, ODJ: Mme N. Hegazy tél.: 066513-3189

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe)

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 33,8 millions de dollars É.-U. pour le programme de pays Madagascar 103400 (WFP/EB.2/2011/9-B/2) ainsi que la prolongation du programme pour une période de deux ans, du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2013.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

1. L'augmentation budgétaire proposée pour le programme de pays Madagascar 103400 vise à:
 - prolonger le programme de pays de deux ans, du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2013, afin qu'il coïncide avec le cycle du Plan-cadre révisé pour l'aide au développement (PNUAD);
 - fournir une aide à davantage d'orphelins et autres enfants vulnérables, et adapter leurs rations ainsi que la durée de l'aide qui leur est fournie;
 - augmenter le nombre de bénéficiaires des activités Vivres pour la formation (VPF) et Vivres pour la création d'avoirs (VCA), et prolonger les activités VPF et VCA mises en oeuvre dans le cadre de la préparation aux catastrophes et de l'atténuation de leurs effets pour en améliorer les résultats;
 - accroître le nombre de bénéficiaires des activités de supplémentation alimentaire;
 - faire en sorte que l'assistance alimentaire destinée aux tuberculeux et aux séropositifs soit conforme à la double approche récemment adoptée par le PAM: soins et traitement, et atténuation et filets de sécurité.
2. La mise en œuvre des révisions proposées exigera l'apport de 37 117 tonnes de vivres supplémentaires, représentant une valeur de 17,6 millions de dollars, et entraînera une hausse des coûts connexes, comme suit:
 - transport extérieur: 2,4 millions de dollars;
 - transport terrestre, entreposage et manutention: 5,4 millions;
 - autres coûts opérationnels directs: 2,1 millions;
 - coûts d'appui directs: 4 millions;
 - coûts d'appui indirects: 2,2 millions.
3. Le budget total du programme de pays passera de 63,8 millions de dollars à 97,6 millions de dollars, soit une augmentation de 33,8 millions de dollars.

JUSTIFICATION DE LA PROLONGATION DU PROGRAMME ET DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

Résumé des activités existantes

4. Le Conseil a approuvé le programme de pays en 2004 pour une période initiale de cinq ans allant de 2005 à 2009; une première augmentation budgétaire en a rallongé la durée jusqu'à la fin de 2011. Les objectifs du programme de pays sont d'appuyer la stratégie pour la réduction de la pauvreté établie par le Gouvernement¹ et de contribuer au PNUAD². Le

¹ République de Madagascar: Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, Plan d'action Madagascar 2007-2012.

² Pour la mise en phase des composantes du programme de pays et des effets directs et des indicateurs du PNUAD, voir le cadre logique à l'annexe II. Le présent programme de pays est inclus dans les PNUAD pour 2005-2009 et 2008-2011.

programme de pays vise les Objectifs stratégiques 2, 4 et 5 du Plan stratégique pour 2008-2013³.

5. Le programme de pays compte trois composantes:
 - 1 – Appui à l'éducation de base: programme de cantines scolaires.
 - 2 – Atténuation des effets des catastrophes naturelles et protection de l'environnement: les activités VCA/VPF renforcent la capacité de résistance des communautés face à l'insécurité alimentaire.
 - 3 – Appui à la lutte contre la malnutrition, la tuberculose et le VIH/sida: les activités de supplémentation alimentaire contribuent à préserver l'état nutritionnel des femmes enceintes et mères allaitantes et des enfants de moins de 2 ans durant la période de soudure et à apporter un appui aux personnes séropositives et aux tuberculeux inscrits aux programmes de soins et de traitements. L'activité destinée aux femmes et aux enfants vise à améliorer leur état nutritionnel pendant la période décisive des 1 000 jours⁴.
6. Les composantes du programme sont mises en œuvre dans les régions du sud et du sud-est particulièrement exposées aux catastrophes naturelles, où les taux d'insécurité alimentaire sont plus élevés (voir annexe IV).

Conclusions et recommandations issues des évaluations des besoins

7. Le Gouvernement de transition au pouvoir depuis mars 2009 n'est toujours pas reconnu par la communauté internationale et les contacts qu'entretiennent les organismes des Nations Unies et les autres intervenants avec le Gouvernement se cantonnent au domaine technique. L'équipe de pays des Nations Unies étant sur le point de proroger le PNUAD actuel jusqu'à la fin de décembre 2013, la présente proposition de prolongation permettra de faire coïncider le programme de pays avec le PNUAD.
8. Depuis 2009, la croissance économique a ralenti en raison de la crise politique et la plupart des indicateurs sociaux se détériorent. Des études récentes⁵ montrent que de nombreux ménages ont subi des pertes importantes de revenu et sont moins à même de faire face à leurs dépenses de santé et d'éducation⁶. En outre, le fort recul enregistré par l'aide en provenance de l'étranger s'est fait sentir sur les systèmes publics de santé et d'éducation, notamment en zone rurale⁵.
9. Un quart de la population est concentré dans des zones régulièrement frappées par des catastrophes naturelles; les trois quarts de la population malgache vivant avec moins de 1 dollar par jour, leurs mécanismes de défense sont très limités.

³ Objectif stratégique 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition; Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

⁴ La malnutrition au cours des deux premières années de la vie (les 1 000 premiers jours depuis la conception) peut avoir des conséquences sur le développement mental et physique de l'adulte.

⁵ Banque mondiale. 2011. *Madagascar Economic Update* (Actualité économique – Madagascar), mars 2011. Washington.

⁶ PAM. 2011. Bulletin trimestriel (mai), Système de suivi de la sécurité alimentaire à Madagascar. Antananarivo.

10. Il ressort de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la vulnérabilité de 2010 que 35 pour cent de la population rurale est en situation d'insécurité alimentaire⁷ et que 48 pour cent risque de l'être⁸. La plupart des ménages concernés vivent dans les régions du sud et du sud-ouest sujettes à la sécheresse⁹.
11. L'insécurité alimentaire est aggravée par de multiples problèmes: régime alimentaire, insuffisance de micronutriments, vulnérabilité maternelle, accès limité aux services publics de santé, accès insuffisant à une eau salubre, manque d'installations d'assainissement et d'hygiène, et d'éducation nutritionnelle. Cette situation se traduit par un taux national de malnutrition chronique de 49 pour cent¹⁰. Les taux de malnutrition aiguë varient fortement d'une région à l'autre, atteignant même 8 pour cent dans la région méridionale d'Atsimo Andrefana¹⁰. La situation nutritionnelle dans le sud est mauvaise et peut devenir grave, voire critique, en cas de catastrophe¹⁰.
12. Avec une incidence de 250 pour 100 000 habitants, la tuberculose constitue un problème de santé publique¹¹. L'accès aux soins est très faible et 9 pour cent des patients ne terminent pas leur traitement¹². Le taux de prévalence du VIH est inférieur à 1 pour cent¹³. Bien qu'aucune donnée ne soit disponible sur les taux de malnutrition ou d'insécurité alimentaire chez les malades de la tuberculose, l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la vulnérabilité a montré que la prévalence de l'insécurité alimentaire parmi les ménages dont un membre au moins souffre d'une maladie chronique s'élevait à 42 pour cent, chiffre bien supérieur à la moyenne nationale qui s'établit à 35 pour cent.

Objectif de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

13. Pour faire face à la vulnérabilité et à la dégradation des services publics, le programme de pays Madagascar 103400 prévoit d'intensifier les activités VCA et la supplémentation alimentaire généralisée pour renforcer l'appui aux régions méridionales; il assistera également davantage d'orphelins et autres enfants vulnérables et de personnes sous traitements antirétroviral et antituberculeux bénéficiant du programme de soins et traitements. Au total, les ressources annuelles requises au titre du programme de pays augmenteront de 6 pour cent en 2012 et 10 pour cent en 2013¹⁴.

⁷ Parmi les ménages exposés à l'insécurité alimentaire, 57 pour cent ont beaucoup de personnes à charge, 28 pour cent sont dirigés par une femme, et 17 pour cent par des personnes âgées.

⁸ Parmi les ménages menacés par l'insécurité alimentaire, 54 pour cent ont beaucoup de personnes à charge, 19 pour cent sont dirigés par une femme, et 14 pour cent par des personnes âgées.

⁹ 68 pour cent de la population de ces régions sont exposés à l'insécurité alimentaire. Analyse approfondie de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la vulnérabilité, PAM/Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 2010.

¹⁰ Organisation mondiale de la Santé. 2003. *The Management of Nutrition in Emergencies* (La gestion de la nutrition en période de crise). Genève.

¹¹ Organisation mondiale de la Santé. 2010. *Global Tuberculosis Control 2010* (La lutte contre la tuberculose dans le monde). Genève.

¹² Programme national contre la tuberculose, 2009.

¹³ Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida. 2009. Fiche épidémiologique sur le VIH et le sida: Madagascar. Genève.

¹⁴ Quantités brutes de produits nécessaires: 17 247 tonnes en 2011, 18 234 tonnes en 2012, et 18 882 tonnes en 2013.

⇒ *Composante 1 - Appui à l'éducation de base*

14. Le nombre de bénéficiaires de l'activité des cantines scolaires reste inchangé (215 000 bénéficiaires), mais l'utilisation des micronutriments en poudre sera accrue. Le nombre d'orphelins et autres enfants vulnérables bénéficiaires de l'activité passera de 20 000 à 28 000 pour remédier aux problèmes que les bouleversements politiques et économiques ont causé dans le secteur de l'éducation: en effet, le nombre d'enfants de 6 à 10 ans non scolarisés a augmenté de 53 pour cent entre 2008/2009 et 2009/2010¹⁵, et le taux d'abandon est anormalement élevé¹⁶. Aucune quantité additionnelle de produits ne sera nécessaire car le nombre de jours de fonctionnement des centres accueillant les orphelins et autres enfants vulnérables va être ramené de 365 à 280 jours et les rations seront révisées en fonction des résultats de l'évaluation, qui recommande que la composition de la ration varie selon la région (à base de maïs dans le sud et de riz dans les autres régions) en fonction des habitudes alimentaires locales. La taille de la ration sera réduite, passant de 380 grammes à 285 grammes (après meunerie) pour la ration à base de maïs et à 260 grammes pour la ration à base de riz afin de mieux correspondre aux besoins des enfants et aux objectifs de la composante.

⇒ *Composante 2 - Atténuation des effets des catastrophes naturelles et protection de l'environnement*

15. Dans le cadre du renforcement de la prévention des catastrophes, le nombre annuel de bénéficiaires des activités VPF/VCA passera de 40 000 à 60 000 dans les régions du sud. Les critères de ciblage seront établis en fonction des caractéristiques des ménages les plus gravement exposés à l'insécurité alimentaire, à savoir: capital humain faible; ménages dirigés par une femme ou une personne âgée; pourcentage élevé de personnes à charge; ménages cultivant moins de 1 hectare. La durée des activités VPF/VCA s'allongera, passant de 130 à 150 jours afin de dispenser les formations avant la période de soudure; 35 000 bénéficiaires commenceront les activités VPF deux mois avant la période de soudure.

⇒ *Composante 3 - Appui à la lutte contre la malnutrition, la tuberculose et le VIH/sida*

16. Le nombre de bénéficiaires des suppléments alimentaires ciblés, destinés aux enfants de 6 à 24 mois et aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, passera de 52 000 à 70 000 pour éviter que les niveaux de malnutrition n'atteignent un seuil critique durant la période de soudure qui va d'octobre à décembre. Les personnes séropositives et les malades de la tuberculose bénéficieront d'un appui à la récupération nutritionnelle et les ménages exposés à l'insécurité alimentaire dont un membre est séropositif ou malade de la tuberculose recevront une ration de suppléments alimentaires. Le nombre de bénéficiaires augmentera, passant de 8 000 à 23 000¹⁷, pour inclure les membres de la famille.

¹⁵ Ministère de l'éducation. 2011. Mise en œuvre du plan Éducation pour tous: Rapport de suivi fin 2010. Antananarivo.

¹⁶ 29,5 pour cent pour les enfants de 15 à 17 ans, Mécanisme d'évaluation rapide multi-module des Nations Unies, novembre 2010.

¹⁷ 4 000 bénéficiaires pour les programmes soins et traitements et 19 000 bénéficiaires pour les activités d'atténuation et de protection sociale (3 800 tuberculeux et leurs familles).

TABLEAU 1: VENTILATION DES BÉNÉFICIAIRES, PAR COMPOSANTE/ACTIVITÉ			
Composante/Activité	Nombre actuel*	Augmentation*	Nombre révisé*
1a. Appui à l'éducation de base – repas scolaires	215 000	–	215 000
1b. Appui à l'éducation de base – appui aux orphelins et autres enfants vulnérables	20 000	8 000	28 000
2. Atténuation des effets des catastrophes naturelles et protection de l'environnement	40 000	20 000	60 000
3a. Appui à la lutte contre la malnutrition, la tuberculose et le VIH/sida – supplémentation alimentaire	52 000	18 000	70 000
3b. Appui à la lutte contre la malnutrition, la tuberculose et le VIH/sida – personnes sous traitements antirétroviral/antituberculeux et leurs familles (atténuation et protection sociale)	8 000	15 000	19 000
3c. Appui à la lutte contre la malnutrition, la tuberculose et le VIH/sida – personnes sous traitements antirétroviral/antituberculeux bénéficiaires des programmes soins et traitements	N/D	N/D	4 000
TOTAL	335 000	61 000	396 000

* Nombre de bénéficiaires par activité et par an

17. Dans le cadre des activités concernant la tuberculose, la ration individuelle pour l'activité d'atténuation et de protection sociale sera remplacée par une ration familiale composée de céréales, de légumineuses et d'huile, alors que pour l'activité soins et traitements, c'est une ration individuelle d'aliments composés qui sera fournie.

TABLE 2: RATION JOURNALIÈRE REVISÉE, PAR ACTIVITÉ (gr/personne/jour)

	Activité 1a: Appui à l'éduca- tion de base (repas scolaires)	Activité 1b: Appui à l'éducation de base (orphelins et autres enfants vulnérables, sud de Madagascar)	Activité 1b: Appui à l'éducation de base (orphelins et autres enfants vulnérables, autres régions)	Activité 2: Atténuation des effets des catastrophes naturelles et protection de l'environne- ment	Activité 3a: Appui à la lutte contre la malnutrition, la tuberculose et le VIH/sida (supplémenta- tion alimentaire)	Activité 3b: Appui à la lutte contre la malnutrition, la tuberculose et le VIH/sida (TAR/TB* et leurs familles)	Activité 3c: Appui à la lutte contre la malnutrition, la tuberculose et le VIH/sida (TAR/TB* bénéficiaires des programmes soins et traitements)
Riz	–	–	115	–	–	200	–
Maïs	220 ¹⁸ (brut) 140 (net)	220 (brut) 140 (net)	–	480	–	–	–
Légumineuses	30	30	30	60	–	50	–
Huile végétale	10	15	15	–	25	15	25
Mélange maïs-soja enrichi	–	100	100	–	200	–	200
Micronutriments en poudre	0,4	–	–	–	–	–	–
TOTAL	260	365	260	540	225	265	225
Total kcal/jour	680 ¹⁹	1 123	1 047	1 880	1 020	1 020	1 020
% kcal d'origine protéique	N/D	N/D	N/D	9,5	N/D	9,5	N/D
% kcal d'origine lipidique	N/D	N/D	N/D	1,5	N/D	14,6	N/D
Durée de l'alimentation (jours/an)	175	280	280	150	90	244	122

* Personnes sous traitements antirétroviral/antituberculeux.

BESOINS ALIMENTAIRES

18. La révision budgétaire prévoit une augmentation de 37 117 tonnes des produits alimentaires, soit une valeur de 17,6 millions de dollars (voir tableau 3). Le PAM étudiera la possibilité d'effectuer des achats locaux et achètera sur le marché présentant le meilleur rapport coût efficacité. En raison des disponibilités restreintes sur le marché local, le pourcentage de nourriture achetée localement ne devrait pas dépasser 20 pour cent; la provenance de la plupart des produits livrés sera donc internationale. Les modalités de distribution de l'assistance alimentaire devraient demeurer inchangées pour l'ensemble du programme.

¹⁸ Le maïs est distribué en grains que les bénéficiaires transforment ensuite en farine. L'expérience montre que les pertes de meunerie représentent 36 pour cent de la ration brute. La ration nette consommée par les bénéficiaires est généralement de 140 grammes.

¹⁹ Basé sur les besoins nets de céréales.

TABLEAU 3: QUANTITÉS DE PRODUITS ALIMENTAIRES REQUISES, PAR COMPOSANTE (en tonnes)			
Composante	Quantité actuelle	Augmentation	Quantité totale requis*
1. Appui à l'éducation de base	37 852	23 883	61 735
2. Atténuation des effets des catastrophes naturelles et protection de l'environnement	26 722	7 722	34 444
3. Appui à la lutte contre la malnutrition, la tuberculose et le VIH/sida	13 953	5 512	19 464
TOTAL	78 527	37 117	115 643

* Pour toute la durée du programme

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE			
Produits alimentaires¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	27 318	10 948 425	
Légumineuses	4 050	1 883 018	
Huile et matières grasses	1 466	1 730 092	
Aliments composés et mélangés	4 283	3 083 904	
Total, produits alimentaires	37 117	17 645 439	
Total partiel, produits alimentaires et transferts			17 645 439
Transport extérieur			2 396 320
Transport terrestre, entreposage et manutention			5 375 592
Autres coûts opérationnels directs			2 116 079
Coûts d'appui directs ² (voir l'annexe I-B)			4 017 106
Total des coûts directs pour le PAM			31 550 536
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			2 208 537
COÛT TOTAL POUR LE PAM			33 759 073

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	822 087
Personnel local – administrateurs recrutés sur le plan national	107 400
Personnel local – agents des services généraux	974 400
Personnel local – assistance temporaire	7 458
Consultants internationaux	50 033
Volontaires des Nations Unies	208 000
Voyages officiels du personnel	708 960
Total partiel	2 878 338
Dépenses récurrentes	
Location des locaux	110 000
Charges (électricité, etc.)	37 200
Fournitures de bureau et petit matériel	23 000
Communications	116 000
Réparation et entretien du matériel	70 000
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	230 400
Aménagement des bureaux et réparations	30 000
Prestations d'organismes des Nations Unies	60 000
Total partiel	676 600
Dépenses de matériel et d'équipement	
Location de véhicules	244 800
Matériel de communication	137 953
Dépenses locales de sécurité	79 413
Total partiel	462 167
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	4 017 105

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Effets directs du PNUAD	Indicateurs	Alignement sur la ou les composantes du programme de pays	Objectifs stratégiques
1. L'exercice des droits économiques et sociaux est renforcé, en particulier pour les plus pauvres et les plus vulnérables, grâce à une gouvernance participative et à la solidarité	Pourcentage du budget alloué aux secteurs sociaux de base	Composante 2: Atténuation des effets des catastrophes naturelles et protection de l'environnement	2
3. Les plus démunis dans les zones les plus vulnérables reçoivent une éducation de base solide et équitable	Taux d'achèvement de la scolarité aux différents niveaux du système d'éducation	Composante 1: Appui à l'éducation de base	4
4. Les conditions de vie et la productivité de la population rurale dans les zones ciblées sont améliorées	Indice de pauvreté dans les zones rurales des régions ciblées	Composante 2: Atténuation des effets des catastrophes naturelles et protection de l'environnement Composantes 1, 2 et 3: Utiliser le pouvoir d'achat pour appuyer le développement durable des systèmes destinés à préserver la sécurité alimentaire et nutritionnelle	2 et 5
5. L'accès à des soins médicaux préventifs et curatifs abordables et l'accès à l'information sont améliorés grâce à un environnement institutionnel et un cadre juridique et de programmation approprié	Taux de prévalence du VIH Taux de mortalité infantile/juvénile	Composante 3: Appui à la lutte contre la malnutrition, la tuberculose et le VIH/sida	4



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources nécessaires
Composante 1: Appui à l'éducation de base			
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition But: Relever le niveau de l'éducation, de la nutrition et de la santé de base grâce à une aide alimentaire et nutritionnelle et à des outils destinés à préserver la sécurité alimentaire et nutritionnelle			22 millions de dollars
Effet direct 1.1 Accès accru à l'éducation et mise en valeur du capital humain dans les écoles appuyées par le PAM	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux moyen annuel de variation du nombre de bénéficiaires scolarisés dans les écoles appuyées par le PAM Cible: Progression annuelle = 6% (+) Taux net de scolarisation: 51,9% région Androy; 49,4% région Anosy; 49,4% région Atsimo Andrefana ➤ Taux de fréquentation: nombre de jours de présence des bénéficiaires dans les écoles appuyées par le PAM, en pourcentage du nombre total de jours de classe Cible: 90% Valeur de référence: N/D 	Les capacités financières, humaines et matérielles du système éducatif sont renforcées au niveau des districts et des communes	
Produit 1.1.1 Des produits alimentaires de qualité sont distribués en temps voulu et en quantité suffisante aux bénéficiaires dans les écoles appuyées par le PAM	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires recevant des produits alimentaires et non alimentaires, par catégorie et en pourcentage du nombre prévu Cible: 215 000 bénéficiaires/an – 100% en 2012–2013 ➤ Volume de produits distribués, par type, en pourcentage du volume prévu Cible: 9 783 tonnes/an – 100% en 2012–2013 ➤ Nombre d'enfants dans les écoles appuyées par le PAM ayant reçu un traitement anthelminthique au moins une fois au cours de l'année Cible: 100% en 2012–2013 ➤ Nombre d'écoliers ayant reçu des micronutriments en poudre Cible: 100% en 2012–2013 	Les ressources sont disponibles en temps voulu et en quantité suffisante	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources nécessaires
<p>Produit 1.1.2</p> <p>La couverture du programme de cantines scolaires reflète le programme de travail</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'écoles appuyées par le PAM en pourcentage du nombre prévu <p>Cible: 1 200 – 100%</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de jours d'alimentation dans les écoles appuyées par le PAM en pourcentage du nombre total de jours de classe <p>➤ Cible: 175 jours/an – 100% en 2010–2013</p>		
<p>Effet direct 1.2</p> <p>Accès accru à l'éducation et mise en valeur du capital humain pour les orphelins et autres enfants vulnérables dans les écoles et en dehors</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Scolarisation des orphelins et autres enfants vulnérables: taux moyen annuel de variation du nombre d'inscrits <p>Cible: Augmentation moyenne annuelle = 4%</p> <p>Valeur de référence: N/D</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de fréquentation des orphelins et autres enfants vulnérables: nombre de jours de présence, en pourcentage du nombre total de jours de classe <p>Cible: Taux de fréquentation = 80%¹</p> <p>Valeur de référence: N/D</p>	Le personnel des centres d'accueil des orphelins et autres enfants vulnérables bénéficie d'une formation renforcée en matière d'éducation	
<p>Produit 1.2.1</p> <p>Des produits alimentaires de qualité sont distribués en temps voulu et en quantité suffisante aux orphelins et autres enfants vulnérables accueillis dans les centres appuyés par le PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'orphelins et autres enfants vulnérables recevant des repas dans les centres d'accueil en pourcentage du nombre prévu <p>Cible: 28 000/an – 100% en 2012–2013</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Volume de produits alimentaires distribués, par type, en pourcentage du volume prévu <p>Cible: 2 159 tonnes/an – 100% en 2012–2013</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de jours d'alimentation dans les centres d'accueil d'orphelins et autres enfants vulnérables appuyés par le PAM, en pourcentage du nombre total de jours de classe <p>Cible: 280 jours/an – 100% en 2012–2013</p>	Les ressources sont disponibles en temps voulu et en quantité suffisante	

¹ Pour passer dans la classe supérieure, les enfants doivent avoir un taux d'assiduité d'au moins 80 pour cent sur l'année scolaire, mais ce critère peut être revu à la baisse lorsque les enfants ne peuvent aller à l'école à cause d'autres responsabilités.



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources nécessaires
Composante 2: Atténuation des effets des catastrophes naturelles et protection de l'environnement			
Objectif stratégique 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets Buts: Protéger et renforcer la résistance aux chocs des populations par des programmes de protection sociale ou de création d'avoirs, notamment dans le contexte de l'adaptation au changement climatique			
Effet direct 2.1 Risques réduits pour les populations ciblées dans le sud	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score des avoirs communautaires Cible: Augmentation pour au moins 80% des populations ciblées ➤ Score des avoirs des ménages Cible: Augmentation pour au moins 80% des ménages ciblés ➤ Pourcentage d'avoirs créés dans le cadre des activités VPF/VCA, gérés et entretenus par les communautés Cible: 80% 	Des accords de partenariats sont passés avec les parties prenantes Les associations locales et les ONG partenaires présentes dans toutes les communautés ciblées s'impliquent dans les activités Les populations utilisent durablement les compétences acquises pour assurer la sécurité alimentaire des ménages	7 millions de dollars
Produit 2.1.1 Les populations ciblées construisent ou remettent en état des équipements permettant d'atténuer les effets des catastrophes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Création ou remise en état d'actifs destinés à réduire les risques ou à atténuer les effets des catastrophes, par type et unité de mesure Cible: 100%, par type d'actifs ➤ Nombre de bénéficiaires participant aux sessions de formation en matière de préparation, de réduction des risques de catastrophes et d'adaptation au changement climatique au niveau local Cible: 7 000/an en 2012–2013 ➤ Nombre de sessions de formation organisées sur la préparation, la réduction des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique au niveau local Cible: 1 120 /an en 2012–2013 	Les capacités des partenaires coopérants sont renforcées pour répondre aux besoins des bénéficiaires	
Produit 2.1.2 Des produits alimentaires de qualité sont distribués en temps voulu et en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires recevant des produits alimentaires, par catégorie et en pourcentage du nombre prévu Cible: 60 000 /an – 100% en 2012–2013 ➤ Volume de produits alimentaires distribués, par type, en pourcentage du volume prévu Cible: 100% – 2012: 3 537 tonnes; 2013: 4 185 tonnes 	Les ressources sont disponibles en temps voulu et en quantité suffisante	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources nécessaires
Composante 3: Appui à la lutte contre la malnutrition, la tuberculose et le VIH/sida			
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition Buts: Aider les pays à ramener les taux de dénutrition en deçà du seuil critique et briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération; Satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels des personnes touchées par le VIH/sida et la tuberculose			
Effet direct 3.1 L'état nutritionnel des femmes enceintes, des mères allaitantes, des filles et des garçons ciblés est amélioré	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence du retard de croissance parmi les enfants de moins de deux ans ciblés (rapport poids/âge en pourcentage) Cible: 10% de réduction de la prévalence du retard de croissance par an. Valeur de référence: 46,7% région Androy– 47,4% région Anosy – 37,5% région Atsimo Andrefana ➤ Prévalence de l'insuffisance pondérale mesurée par l'indice de masse corporelle chez les femmes allaitantes (IMC <18,5) Cible: moins de 20% d'IMC <18,5 Valeur de référence: N/D 	Accords de partenariats avec les parties prenantes Les capacités financières, humaines et physiques des centres de santé des districts sont renforcées	5 millions de dollars
Produit 3.1.1 Des produits alimentaires de qualité sont distribués en temps voulu et en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires, par catégorie et en pourcentage du nombre prévu Cible: 70 000 /an – 100% en 2012–2013 ➤ Volume de produits alimentaires distribués, par type, en pourcentage du volume prévu Cible: 1 418 tonnes/an – 100% en 2012–2013 	Les ressources sont disponibles en temps voulu et en quantité suffisante	
Effet direct 3.2 Amélioration du taux de réussite du traitement antituberculeux pour les cas ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de réussite du traitement antituberculeux (pourcentage) Cible: 85%; taux de réussite du traitement antituberculeux = 85% pour 65% des projets; ➤ taux de récupération nutritionnelle dans le cadre du traitement antituberculeux (pourcentage) Cible: IMC >18,5 pour 75% des tuberculeux sous traitement DOTS ayant un IMC <18,5 au début du soutien alimentaire ➤ Score de consommation alimentaire des ménages Cible: 80% des tuberculeux ciblés parmi les ménages en situation d'insécurité alimentaire ont un score de consommation alimentaire >35 durant l'assistance 		

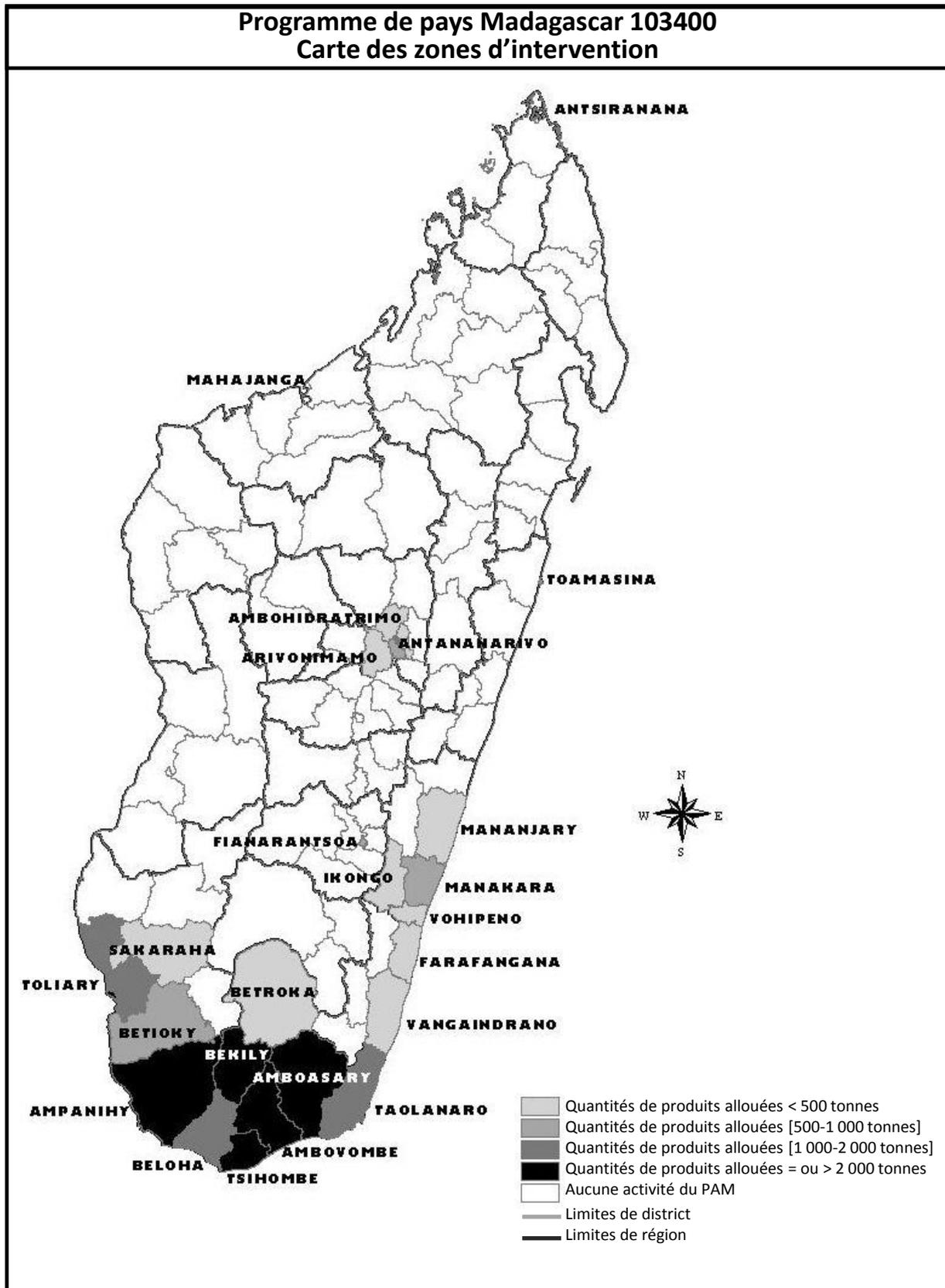


ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques, hypothèses	Ressources nécessaires
<p>Produit 3.2.1 Des produits alimentaires de qualité sont distribués en temps voulu et en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires recevant des produits alimentaires, par catégorie et en pourcentage du nombre prévu Cible: 23 000 /an – 100% en 2012–2013 ➤ Volume de produits alimentaires distribués, par type, en pourcentage du volume prévu Cible: 1 338 tonnes/an – 100% en 2012–2013 	Les ressources sont disponibles en temps voulu et en quantité suffisante	
<p>Objectif stratégique 5: Renforcer les capacités des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux</p> <p>Buts: Utiliser le pouvoir d'achat pour appuyer le développement durable des systèmes destinés à préserver la sécurité alimentaire et nutritionnelle et faire de l'assistance alimentaire et nutritionnelle un investissement productif au niveau local</p>			
<p>Effet direct 5.1 Débouchés commerciaux accrus au niveau national grâce à la politique efficiente d'approvisionnement du PAM sur les marchés locaux</p>	<p>Produits alimentaires achetés localement, en pourcentage des produits alimentaires distribués dans le pays Cible: 20%</p>	Accords de partenariat avec les parties prenantes	
<p>Produit 5.1.1 Produits alimentaires achetés localement</p>	<p>Volume de produits alimentaires achetés localement, par type Cible: 3 750 tonnes/an de céréales en 2012–2013</p> <p>Produits alimentaires achetés localement, en pourcentage du total Cible: 20%</p>	<p>Fonds non fournis à temps pour confirmer les achats locaux au moment de la récolte</p> <p>Produits locaux en quantités suffisantes pour assurer l'achat des quantités prévues</p>	

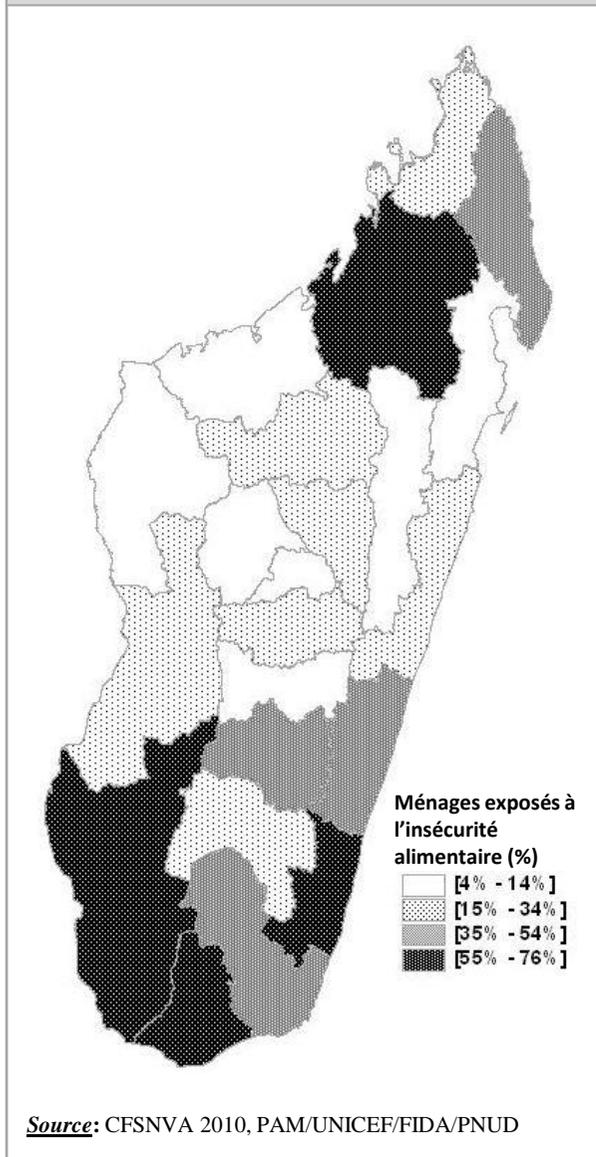


ANNEXE III

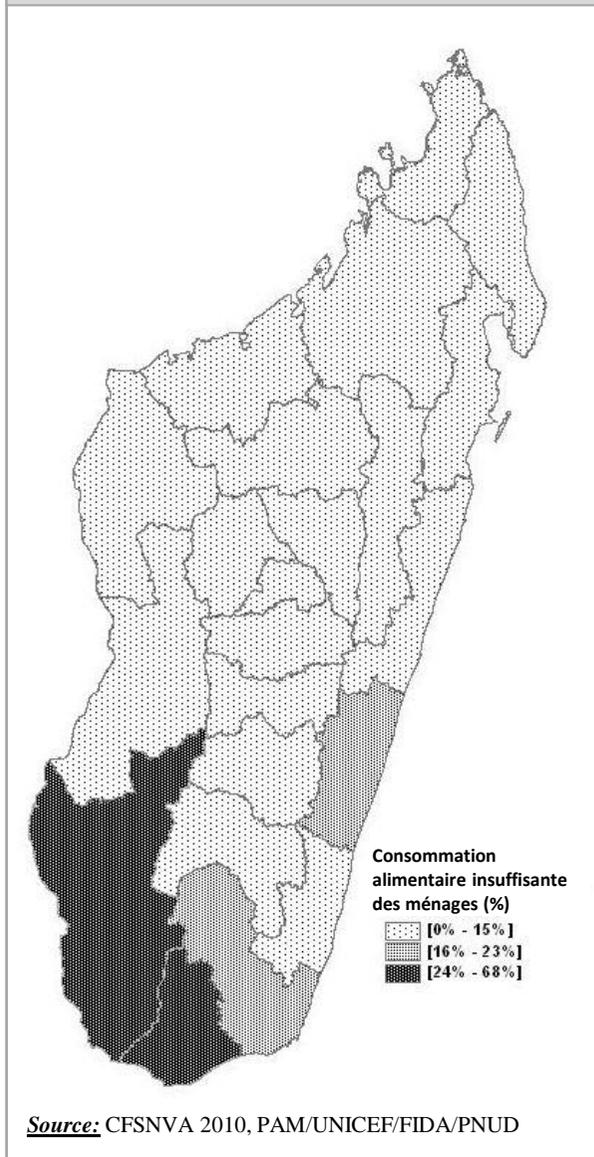


Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

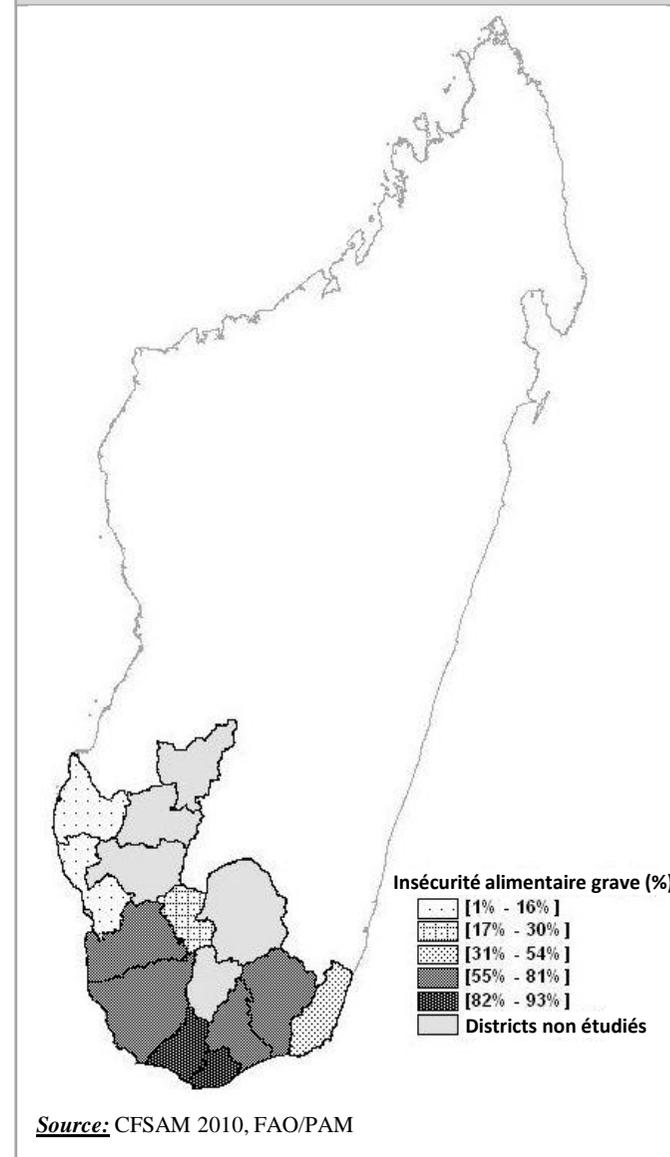
Insécurité alimentaire – Répartition par région



Consommation alimentaire insuffisante – Répartition par région



Insécurité alimentaire grave – Répartition par district dans le sud du pays



LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

CAD	coûts d'appui directs
CAI	coûts d'appui indirects
COD	coûts opérationnels directs
DOTS	traitement de brève durée sous surveillance directe
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'avoirs
VPF	Vivres pour la formation